

## Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique pour les gaz H et B du réseau GRTgaz

### **réponses de GDFSUEZ SA**

Date : 20/04/2012

Vous trouverez ci-après les réponses de GDFSUEZ SA aux différentes questions abordées dans la consultation.

Q1. Etes-vous favorable aux principes proposés ci-dessus pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?

En préambule, GDFSUEZ SA souhaite rappeler sa position de principe pour tout projet de fusion telle qu'énoncée dans la réponse à la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel » du 21 juillet 2010 :

*« Quel que soit le marché considéré, GDFSUEZ SA est plutôt favorable à une réduction du nombre de zones d'équilibrages dès lors qu'une telle opération :*

- permet effectivement d'accroître l'attractivité et la liquidité de la zone nouvellement constituée, notamment par réduction ou résorption des points de congestions physiques,*
- ne conduit pas à des investissements dépourvus de justification économique et pénalisants à terme pour les consommateurs de ce marché,*
- de manière générale, n'émet pas de signaux économiques erronés ou sous-optimaux vers le marché,*
- enfin, ne génère pas de risques supplémentaires significatifs sur la gestion physique ou contractuelle du système.*

Il faut noter que la plupart des assertions formulées en réponse à cette consultation restent valables à ce jour.

- 1) Concernant le critère d'accroissement de la liquidité, déjà évoqué en 2010 dans la réponse à la consultation, GDFSUEZ SA doute que la liquidité du PEG Nord H et plus globalement son attractivité augmentent significativement à la suite de cette opération de rapprochement. En effet, la quantité échangée sur le PEG Nord H sur l'année 2011 s'est élevée à 374,6 TWh (448,9 TWh pour l'ensemble des PEG), contre seulement 1,196 TWh sur le PEG Nord B .

Pour autant, le critère de la liquidité n'est pas en soi rédhibitoire pour juger de l'opportunité d'un tel projet.

- 2) Concernant la mutualisation dans le tarif du coût du service de conversion de base H vers B, la hausse de 0,5% indiquée par la CRE pour mutualiser le coût du service dans le tarif GRTgaz est intrinsèquement faible en regard des niveaux d'augmentation appliqués ces dernières années aux différents termes tarifaires, mais elle ne peut pas non plus être considérée négligeable lorsqu'on la remet en perspective avec :
  - les hausses structurelles annoncées par GRTgaz lors de l'atelier du 21 mars dernier (« Ateliers de travail de la CRE sur la réduction du nombre de zones d'équilibrage en France ») et relatives, à

périmètre constant, à la mise en œuvre de la 3ème directive, à l'application des règlements de sécurité et à l'augmentation des services de marché,

- les 2 à 3% supplémentaires attendus en 2016-2017 après mise en service d'Eridan,
- les 8 à 20% annoncés dans le cadre du projet de fusion des zones Nord et Sud, lors de l'atelier du 21 mars dernier.

3) De plus, cette mesure constitue un signal économique erroné ou sous-optimal émis vers le marché.

En effet, dans le cadre d'un projet qui vise à stimuler la concurrence sur des bases économiques indiscutables, le coût du service de conversion ne devrait concerner que les acteurs qui veulent amener en France du gaz H pour livrer des clients en zone B. C'est pourquoi GDFSUEZ SA demande que les coûts de la prestation de conversion continuent à être répercutés aux seuls bénéficiaires du service de conversion selon un mécanisme ad hoc à déterminer.

Par ailleurs, GDFSUEZ SA déplore une nouvelle fois que les expéditeurs disposant de moins de 15% des capacités d'entrée à Taisnières B puissent bénéficier en même temps d'un accès libre à ces capacités et du service de conversion régulé. Une telle disposition offre une opportunité d'arbitrage gratuite à ces expéditeurs entraînant de surcroît des surcoûts pour le prestataire de swap H/B qui devront être répercutés dans le prix de la prestation. La condition, un moment évoquée par la CRE de lier la détention de la capacité avec l'obligation de devenir prestataire de flux, nous semble de ce point de vue tout à fait pertinente.

De la même manière, les risques de désoptimisation du système en cas d'application sans précaution des règles européennes en cours d'adoption sur l'accès aux capacités (enchères, réserve de court terme, couplage obligatoire de hub à hub) et la gestion des congestions (overselling, UIOLI ferme court terme etc.) n'ont pas été étudiés, ni même évoqués par la CRE dans la consultation.

Pour conclure, GDFSUEZ SA émet de fortes réserves sur la pérennité d'un système qui ne serait pas basé sur une forme d'internalisation des coûts de conversion et remarque que, loin de donner aux expéditeurs concernés une incitation à approvisionner leurs clients en gaz B et donc à réduire le coût global de la fusion, il crée un risque inflationniste sur le coût du service de swap rendu par GDFSUEZ SA ou un risque indu d'arbitrage au détriment direct de GDFSUEZ SA.

Enfin, le niveau de définition de la solution envisagé par la CRE ne permet pas à ce jour de penser que tout risque contractuel ou physique sur la gestion du système est écarté, tant pour le transporteur que pour le(s) prestataire(s) du service de swap. Il paraît à ce titre indispensable pour GDFSUEZ SA que tous les expéditeurs présents à Taisnières B, y compris le(s) prestataire(s) de swap, conservent une forme d'équilibre sur le périmètre B. Ce point sera développé à la question 2.

<p><b>Q2. Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibre physique du gaz B ?</b></p>
---

GDFSUEZ SA n'est pas opposée, sur le principe, à la proposition de la CRE selon laquelle « GRTgaz continuera à commercialiser les capacités permettant d'utiliser les infrastructures du réseau B (interconnexion de Taisnières B, interface avec le groupement de stockage Sédiane B de Storengy, services de conversion

physique de gaz H en gaz B de pointe et de gaz B en gaz H) à tous les expéditeurs à hauteur de leurs souscriptions, à l'exception du service de conversion physique B vers H qui ne sera accessible que pour les expéditeurs important leur propre gaz B, soit ceux disposant de capacités à Taisnières B. »

En revanche, GDFSUEZ SA émet deux réserves majeures sur cette proposition :

1°) concernant le convertisseur H>B, l'ouverture telle que proposée (et telle qu'elle existe aujourd'hui) n'est acceptable pour GDFSUEZ SA qu'à la condition que les conditions de commercialisation de ces capacités par GRTgaz ne remettent pas en cause un accès prioritaire pour le(s) prestataire(s) de swap H/B.

2°) concernant le convertisseur B>H, GDFSUEZ SA s'oppose fortement au maintien dans l'offre de l'accès au convertisseur B>H pour les expéditeurs important leur propre gaz B, avec ce seul critère. Pour GDFSUEZ SA, il serait indispensable d'encadrer l'usage du convertisseur B>H en limitant, chaque jour, la nomination faite sur le convertisseur pour un expéditeur donné à la quantité nominée en entrée à Taisnières B pour ce même expéditeur.

L'absence d'une telle restriction pourrait en effet dégrader très significativement les prévisions d'achats puis d'enlèvement de GDFSUEZ SA sur le contrat long terme alimentant la zone B. Enfin, dans certaines situations, cette solution pourrait même avoir un impact sur la disponibilité physique du gaz B.

GDFSUEZ SA déplore d'autant plus l'absence de mesures complémentaires sur ce point qu'elles ne modifieraient pas réellement la philosophie ni le schéma du projet de fusion envisagé.

Concernant les prévisions de consommation que GRTgaz devrait réaliser pour l'alimentation de la zone en gaz B, GDFSUEZ SA demande qu'une prévision de consommation distincte soit réalisée pour les clients des expéditeurs autres que GDFSUEZ SA, en plus de la prévision de consommation agrégée. Cette prévision, ajoutée au nécessaire maintien d'un équilibre au périmètre B pour les expéditeurs présents à Taisnières B, est indispensable selon GDFSUEZ SA pour la bonne exploitation et l'identification des actions des différents acteurs agissant sur la zone B physique.

Une telle disposition ne ferait d'ailleurs pas obstacle à l'instauration d'un équilibre au périmètre H+B pour l'ensemble des expéditeurs.

En ce qui concerne le service de conversion contractuelle, a posteriori, envisagé par la CRE, GDFSUEZ SA considère :

1°) que la pénalisation envisagée doit être une incitation à l'équilibre sur la zone B quel que soit le sens du déséquilibre constaté pour les expéditeurs présents à Taisnières B (non prestataires de swap) et pour un déséquilibre dans le sens positif (longueur) pour les expéditeurs exclusivement alimentés par le service de swap. Concernant la première catégorie d'acteur, GDFSUEZ SA considérerait plus approprié de leur appliquer un système d'équilibre sur la zone B, ou a minima de moduler la pénalité applicable de manière à prévenir tout arbitrage indu ;

2°) le montant de la pénalisation de 1 Eur/MWh proposé pourrait en effet s'avérer largement insuffisant en particulier lorsque Sediane B devient plus compétitif que le marché, Sediane B pouvant être détourné de son usage initial et être souscrit par les expéditeurs comme outil de trading ;

3°) que la tolérance envisagée dans le projet peut être acceptable si elle reste compatible avec la tolérance existant aujourd'hui dans le contrat de conversion.

La solution envisagée par la CRE prévoit enfin, ce qui paraît effectivement indispensable pour assurer l'équilibrage du réseau B, d'accorder à GRTgaz un droit à réviser les nominations lorsque l'équilibrage du réseau B le nécessite, en particulier si les nominations des expéditeurs au soutirage à Sédiane B devaient s'avérer insuffisantes le jour J. Il appartient à GRTgaz de déterminer si une telle mesure est opérationnellement gérable au quotidien, mais GDFSUEZ SA attire l'attention sur le fait qu'elle devra être correctement encadrée de façon à ce que GRTgaz n'appelle pas plus de gaz à Taisnières B que la prestation de swap H/B ne l'y autorise contractuellement.

Q3. Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?

GDFSUEZ SA est favorable à une telle mesure, qui est de nature à révéler le prix de marché et donc la valeur réelle de la prestation de conversion.

Q4. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

GDFSUEZ SA s'étonne une nouvelle fois et regrette de voir figurer, dans une consultation publique de la CRE, une information confidentielle liée au prix d'un contrat conclu entre GDFSUEZ SA et GRTgaz. Si la CRE a obtenu cette information dans le cadre de ses missions, il ne lui appartient pas de la divulguer aux autres expéditeurs, à plus forte raison lorsque cette information ne leur est d'aucune utilité pour leur permettre de répondre à la consultation en objet.

\*\*\*\*\*